



Mise au point
concernant les allégations infondées
colportées par certains journaux et sites d'information
au sujet de prétendues "malversations et dysfonctionnements"
ayant entaché les financements de l'Agence MCA-Morocco

Un journal de la place a publié, dans son édition du 08 janvier 2019, un article sous le titre « Malversations dans les comptes du Millennium Challenge Account », contenant des allégations infondées, des données fausses et des insinuations tendancieuses au sujet de la découverte par l'Inspection Générale des Finances (IGF) de malversations qui auraient entaché de prétendus financements déboursés par l'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) au profit de projets dans le secteur de la formation professionnelle et de l'amélioration de l'employabilité et ce, en violation flagrante des règles déontologiques exigeant notamment de vérifier et recouper l'information recueillie auprès de sources autorisées et fiables.

A ce titre, et afin d'éclairer l'opinion publique par rapport à ces allégations relayées par un autre journal et certains sites d'information, l'Agence MCA-Morocco tient à souligner ce qui suit :

1. L'Agence MCA-Morocco n'a fait l'objet d'aucune opération d'inspection, audit ou enquête menée par l'IGF.
2. L'Agence MCA-Morocco n'a pas déboursé de financements au profit de programmes supervisés par l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC) et l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT), y compris "Taehil" et "Idmaj" évoqués dans l'article susmentionné. De ce fait, les allégations selon lesquelles des audits menés par l'IGF auraient révélé que « des milliards des fonds de MCA-Morocco... sont égarés dans les budgets d'établissements publics » et que des "infractions graves" auraient entaché ces prétendus financements, ne sont que de pures fictions et fantaisies.
3. Aucun financement n'a encore été versé à partir du fonds « Charaka » de la formation professionnelle, contrairement aux informations erronées contenues dans l'article selon lesquelles l'IGF aurait découvert de supposés dysfonctionnements qui auraient marqué les financements accordés par ce fonds. En effet, les projets sélectionnés définitivement pour bénéficier du soutien dudit fonds n'ont pas encore été annoncés et les conventions de subvention y afférentes n'ont pas été encore signées avec les porteurs de ces projets. Ces derniers ne seront annoncés qu'au cours des prochaines semaines.

4. Contrairement aux insinuations tendancieuses évoquées dans l'article au sujet de la réorientation des milliards de l'Agence vers le « financement de programmes et d'initiatives privées qui ne s'inscrivent pas dans les projets ciblés par le financement », force est de souligner que les activités financées par Millennium Challenge Corporation (MCC) sont définies par la convention conclue entre celle-ci et le gouvernement du Royaume du Maroc, ce qui rend impossible toute réaffectation des fonds du Compact vers d'autres programmes ou initiatives, en l'absence d'accord préalable des deux parties.

Par ailleurs, les outils de gouvernance adoptés pour la gestion des projets financés par le Compact prémunissent ces derniers de toute déviation par rapport aux objectifs fixés. Il s'agit essentiellement des outils suivants :

- L'adoption d'approches de conception et de mise en œuvre de projets reposant sur la satisfaction des critères d'efficacité et de rentabilité économique, et le suivi rigoureux et l'évaluation régulière et indépendante de ces projets.
- L'audit systématique et périodique des marchés et des dépenses de l'Agence sur la base des standards internationaux les plus exigeants en la matière.
- Le suivi rigoureux par MCC de la mise en œuvre du Compact et des modalités de déboursement des fonds mobilisés et ce, conformément aux critères prévus par les documents et les manuels de référence de ce bailleur de fonds.
- La supervision étroite exercée par le Conseil d'administration de l'Agence MCA-Morocco, présidé par le Chef du gouvernement et composé de représentants des secteurs publics et privés et de la société civile, de la bonne exécution et du suivi de ce programme, notamment à travers l'approbation des contrats conclus entre l'Agence et les tiers et des conventions de subvention signées avec les porteurs de projets sélectionnés dans le cadre d'appels à projets lancés par l'Agence.
- L'adoption, pour chaque fonds géré par l'Agence, d'un manuel de procédures, approuvé par MCC et par le Conseil d'administration, définissant les procédures prévues en matière de gestion de chaque fonds, depuis le lancement de l'appel à projets, selon les règles de transparence et de concurrence loyale et sur la base de cahiers des charges précis, jusqu'à la réalisation des projets retenus et la clôture du fonds à la fin du Compact.

Tout en veillant à fournir ces clarifications et précisions, l'Agence MCA-Morocco se réserve le droit de défendre sa réputation conformément à la loi.